



Association COURS SAINT-FRANÇOIS DE SALES

Organismes de gestion de l'Enseignement catholique

11 Rue Général Saussier
10 000 TROYES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2022



Association COURS SAINT-FRANÇOIS DE SALES
Organisme de gestion de l'enseignement catholique (OGEC)
11 Rue Général Saussier
10 000 TROYES

A l'assemblée générale d'approbation des comptes clos le **31 août 2022**,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association **COURS SAINT-FRANÇOIS DE SALES (OGEC)** relatifs à l'exercice de **12 mois** clos le **31 août 2022**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Nous vous précisons que votre association n'étant pas tenue précédemment de désigner un commissaire aux comptes, les comptes de l'exercice N-1 (exercice clos au 31/08/2021) n'ont pas fait l'objet d'une certification.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du **1^{er} septembre 2021** à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimé ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 5.2.1 « Précisions sur d'autres créances » concernant la créance de 671 K€ due par la SCI l'ALLIANCE. Cette créance « trouve son origine dans le montage financier ancien d'une opération immobilière relative au réfectoire de l'établissement. Le sort de cette créance est à l'étude par les parties prenantes. »

3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Le rapport du trésorier ne nous ayant pas été communiqué, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document en vue de nous assurer de sa sincérité et sa concordance avec les comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels données dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA DIRECTION DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de votre association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider votre association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

6. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris,

le 05 décembre 2022

W AUDIT & ADVISORY

Société de Commissariat aux comptes

Représentée par Aurélien Wegmuller

Commissaire aux comptes



Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Association Cours Saint François de Sales

Actif			Au 31/08/2022			Au 31/08/2021
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	5 328	5 328		
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	70 048	65 285	4 762	11 540
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		75 377	70 614	4 762	11 540
	Immobilisations corporelles	Terrains	139 455	138 314	1 141	2 908
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	6 327 781	5 342 676	985 105	932 626
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL		6 467 236	5 480 990	986 246
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	762		762	762
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres	2 608		2 608	2 608
		TOTAL		3 370		3 370
Total I		6 545 984	5 551 604	994 380	950 446	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 896	4 001	895	0
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	799 330		799 330	940 724
		TOTAL		804 227	4 001	800 225
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	2 971 005		2 971 005	2 582 310
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	21 819		21 819	23 580
Total II		3 797 052	4 001	3 793 050	3 546 616	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		10 343 036	5 555 605	4 787 431	4 497 062	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)			671 330		

Association Cours Saint François de Sales

Passif		Au 31/08/2022	Au 31/08/2021
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	1 143 649	1 143 649
	Fonds propres complémentaires	270 560	270 560
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	1 897 256	1 897 256
	Report à nouveau	450 096	329 116
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	93 316	120 979
	Situation nette (sous-total)	3 854 878	3 761 562
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	300 255	275 773
	Provisions réglementées		
Total I		4 155 134	4 037 335
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	56 999	48 716
Total III		56 999	48 716
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	163 625	50 665
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	78	11 927
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	161 913	119 502
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	154 356	121 908
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	95 279	82 631
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		24 375
Total IV		575 252	411 010
Écart de conversion Passif V		45	
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		4 787 431	4 497 062
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Association Cours Saint François de Sales

		Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois	Du 01/09/2020 Au 31/08/2021 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	31 529	23 667
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 668 118	1 605 614
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	901 726	933 384
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	184	600
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	12 468	8 880
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	51 846	53 199
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	703	545
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 666 575	2 625 891
	Achats de marchandises		2 014
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 347 334	1 215 979
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	55 730	50 673
	Salaires et traitements	790 506	741 813
	Charges sociales	270 778	257 203
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	237 810	254 734
	Dotations aux provisions	59 001	49 778
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	671	4 332
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 761 833	2 576 530
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-95 257	49 361

Association Cours Saint François de Sales

		Du 01/09/2021 Au 31/08/2022 12 mois	Du 01/09/2020 Au 31/08/2021 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 333	2 168
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		2 333	2 168
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	190	197
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		190	197
2. Résultat financier (III-IV)		2 142	1 970
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-93 115	51 332
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	24 375	7 500
	Sur opérations en capital	182 869	64 738
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	207 244	72 238
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	3 049	1 965
	Sur opérations en capital	17 332	88
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	20 381	2 053
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		186 863	70 184
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		432	537
Total des produits (I + III + V)		2 876 153	2 700 298
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 782 837	2 579 318
EXCÉDENT OU DÉFICIT		93 316	120 979
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		12 276	7 417
Total		12 276	7 417
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		12 276	7 417
Total		12 276	7 417



KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil
42 ter rue de la Paix
10012 Troyes Cedex

Téléphone : +33 (0)3 25 82 65 00
Télécopie : +33 (0)3 25 82 65 19
Site internet : www.kpmg.fr

Association Cours-Saint- François-de- Sales

Août 2022

Ce rapport contient 23 pages

Annexe de base Associations sans spécificités APG dons plus de 153 K€
31.08.2022

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	3
3	Description des moyens mis en œuvre	3
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	3
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	3
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4
5	Principes et méthodes comptables	4
5.1	Principes généraux	4
5.1.1	Changement de méthode comptable	4
5.1.2	Changements d'estimation	5
5.1.3	Corrections d'erreurs	5
5.2	Dérogations	6
5.3	Principales méthodes comptables	6
6	Informations relatives aux postes du bilan	6
6.1	Actif immobilisé	7
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	8
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
6.2	Actif circulant	11
6.2.1	Précisions sur d'autres créances	11
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	11
6.4	Fonds propres	11
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	12
6.4.2	Subventions d'investissement	15
6.4.3	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	16
6.5	Dettes	18
6.5.1	Emprunts et autres dettes assimilés	18
6.5.2	Précisions sur d'autres dettes	18
6.6	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice	19
8	Informations relatives au Compte de résultat	20
8.1	Produits du compte de résultat	20
8.1.1	Ventes de biens et services	20

8.1.2	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	21
8.2	Charges du compte de résultat	22
8.2.1	Autres Achats et charges externes	22
8.3	Résultat Financier	22
8.4	Résultat exceptionnel	22
8.5	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	22
9	Informations relatives à l'effectif	23

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : établissement scolaire privé catholique – OGEC.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

— Enseignement scolaire privé catholique en maternelle, primaire, collège et lycée.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

Cette activité s'est exercée dans le département.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant

3.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.1.2 *Changements d'estimation*

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

4.1.3 *Corrections d'erreurs*

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

4.2 *Dérogations*

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 *Principales méthodes comptables*

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;
- La comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;
- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « optionnelles » suivantes parmi celles proposées ainsi par le règlement 2014-03 :

- L'évaluation des stocks en application de l'article 213-34 ;
- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1 ;

5 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en

l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

5.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision

n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.2.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

5.1.1 *Etat de l'actif immobilisé (brut)*

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	74 225	1 152		75 377
Immobilisations corporelles	6 186 645	280 592		6 467 237
Immobilisations financières	3 371			3 371
Total	6 264 240	281 744		6 454 985

5.1.1.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			1 152		
Immobilisations corporelles			280 592		
Immobilisations financières					
Total			281 744		

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	62 684	7 929		70 614
Immobilisations corporelles	5 251 110	229 880		5 480 990
Immobilisations financières				
Total	5 313 794	237 809		5 551 604

5.1.2.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		7 929		
Immobilisations corporelles		229 880		
Immobilisations financières				
Total		237 809		

5.1.2.2 Modalités d'amortissements

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

L'association du Cours Saint François de Sales a décomposé ses immobilisations en optant pour la méthode rétrospective avec impact sur les capitaux propres. Elle a opté pour huit composants :

Catégories d'immobilisations	Amortissement		Postes du résultat avec dotation		
	Mode	Taux	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Structure	Linéaire	2%	68110000		
Menuiserie extérieures	Linéaire	4.67%	68110000		
Chauffage	Linéaire	8%	68110000		
Etanchéité	Linéaire	8%	68110000		
Ravalement	Linéaire	6.67%	68110000		
Electricité	Linéaire	4.67%	68110000		

Plomberie	Linéaire	6%	68110000		
Ascenseurs	Linéaire	8%	68110000		
Toitures	Linéaire	6%	68110000		

5.2 Actif circulant

5.2.1 Précisions sur d'autres créances

Les autres créances s'élèvent à K€ 780 et sont composées de :

- SCI Alliance créance de K€.671
- Produits à recevoir de K€.85
- Fournisseurs K€.16
- Personnel K€.4
- Divers K€.4

Les autres créances d'un montant de K€.780 comprennent une créance sur la Congrégation des Sœurs oblates de Saint-François de Sales d'un montant de K€.671. Celle-ci trouve son origine dans le montage financier ancien d'une opération immobilière relative au réfectoire de l'établissement. Le sort de cette créance est à l'étude par les parties prenantes.

5.2.1.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance sont de K€.21 et concerne des charges d'exploitation.

5.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	2 438	2 002	439	4 001
Immobilisations financières				
Total	2 438	2 002	439	4 001

5.4 *Fonds propres*

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.4.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	1 414 209				1 414 209
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation					
Réserves	1 897 256				1 897 256
Report à nouveau	329 116	120 979			450 095
Excédent ou déficit de l'exercice	93 316		93 316	120 979	93 316
Situation nette (sous-total)	3 761 562				3 854 878
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	275 773		94 698	70 216	300 255
Provisions réglementées					
TOTAL	4 037 335	120 979	188 014	191 195	4 155 134

5.4.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires	1 143 629			1 143 629
Fonds propres complémentaires	270 560			270 560
• Première situation nette établie				
• Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
• Dotations non consommables				
• Autres apports sans droit de reprise	270 560			270 560
• Subvention d'investissements non renouvelés	0			0

5.4.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
• Subventions d'investissements				
• Autres apports avec droit de reprise	1 897 256			1 897 256

5.4.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissement

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Subventions d'investissement	275 773	94 698	70 216	300 255

5.4.3 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	56 999		56 999
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

— Un régime d'indemnités de départ à la retraite.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

— Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

— La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé (le cas échéant par catégorie),
- Taux d'actualisation : 3.3%
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0%

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover (= de la probabilité de démission),

— publiées par la DARES pour le secteur d'activité le plus proche (secteur à mentionner).

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de. **51.87%**

La méthode retenue pour la comptabilisation des écarts actuariels est la suivante

Comptabilisation en résultat à 100% dans l'exercice des changements à l'origine d'écart (s) actuariel (s) ;

5.5 Dettes

5.5.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Les emprunts auprès des établissements de crédit s'élèvent à K€.163 ;

Les emprunts et dettes financières divers s'élèvent à K€.0

5.5.2 Précisions sur d'autres dettes

5.5.2.1 Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice les produits constatés d'avance s'élèvent à 0 contre K€.24 en N-1.

Un contrat d'exclusivité de 10 ans avait été signé avec la société Scolarest, en contrepartie duquel, une indemnité de 75 000 € a été versée à l'établissement.

Un échéancier avait été établi afin de préciser le montant à rembourser par l'établissement à la société Scolarest en cas de manquement à l'obligation d'exclusivité.

Le contrat avec Scolarest est terminé, ainsi le produit constaté d'avance a été repris en intégralité.

5.6 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	à plus 1 an et 5 ans au	Échéances à plus de 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Prêts (1)				Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :				
Autres				- à 1 an au maximum à l'origine				
Créances de l'actif circulant :				- à plus de 1 an à l'origine	163 625	43 065	120 591	
Créances Clients et Comptes rattachés	4 896	4 896		Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	78	78		
Créances reçues par legs ou donations				Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	161 913	161 913		
Autres	799 330	128 000	671 330	Dettes des legs ou donations				
Charges constatées d'avance	21 819	21 819		Dettes fiscales et sociales	154 356	154 356		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
				Autres dettes (3)	95 279	95 279		
				Produits constatés d'avance				
TOTAL	826 015	154 715	671 330	TOTAL	575 252	454 692	120 591	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	150 000			
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	37 040			
				(3) Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)				

7 Informations relatives au Compte de résultat

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Ventes de biens et services

Le chiffre d'affaires net est de K€.1 699.

7.1.1.1 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

7.1.1.1.2 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Subvention d'exploitation		377 160	515 443		

7.1.1.1.3 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment

- Les produits reçus des ventes de dons en nature soit 220€. La vente de dons de marchandises en nature est la réalisation monétaire d'un don manuel en nature

7.1.1.2 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par ex, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

Les contributions financières s'élèvent à K€.12.

7.1.2 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises

- Sur provisions créances : K€.0.4
- Sur provision IDR : K€.48
- Transferts de charges : K€.2 concernent les transferts de charges de personnel

7.2 Charges du compte de résultat

7.2.1 Autres Achats et charges externes

Les autres achats et charges externes s'élèvent à K€.1 347.

7.3 Résultat Financier

Le résultat financier s'élève à K€.2 composé principalement des produits financiers.

7.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à K€.186 composé principalement de la quote-part de subventions rapporté au résultat pour K€.70 et d'une reprise de provision exceptionnelle de K€.112

7.5 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivante :

- Nature de ces contributions (utilisées pour les besoins de l'activité, stockées, vendues) :
- Modalités qui lui ont permis de les quantifier :
- Méthodes de valorisation.

Les ventes des dons reçus en nature figurent en produits au compte de résultat dans le poste « Ventes de biens dont ventes de dons en nature ».

Les parrainages font partie du poste « ventes de prestations de service dont parrainages »

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
<i>Obtenue :</i>		
BENEVOLAT	SMIC	12 276€
<i>Offerte :</i>		

7.5.1.1 Bénévolat

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

Le bénévolat dont notre entité a bénéficié correspond à :

— Cours de catéchisme ou de culture religieuse pour K€.12

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	19
Agents de maîtrise et Techniciens	0
Employés	24
Ouvriers	0
Total	43



Projet